



Lutte OUVRIÈRE

Lettre d'information

Chaumont

**Vendredi
17 mars
2023**

Pour nous suivre :

Facebook :
[Lutte ouvrière
Chaumont](#)

Site internet LO :



Contact :

courrier postal :

Sylvain Demay,
conseiller municipal
Lutte ouvrière

20 rue Jules Tréfousse

52 000 CHAUMONT

tél : 06 64 65 27 44

mail :

sylvaindemay@yahoo.fr
chaumont@lutte-ouvriere.org

Facebook :

[Sylvain.Demay.LO](#)

Twitter :

[@DemaySylvain](#)

n° 62 - imp.spé.LO

Macron est pressé d'en finir ? Il faut continuer !

Le week-end dernier, 195 sénateurs ont voté pour reculer l'âge de la retraite de 36 millions de travailleurs. Mercredi 15 mars, une Commission mixte paritaire finalisait le texte présenté jeudi 16, dès le lendemain, à l'Assemblée nationale, où Borne a dégainé le 49.3 pour éviter un vote.

Le parlement est piétiné ? La belle affaire ! 49.3 ou pas, l'adoption de cette loi contre l'opposition quasi unanime du monde du travail est un passage en force, un bras d'honneur à l'encontre de tous les travailleurs.

Et de fait, c'est bien ce que le gouvernement a choisi de faire, méprisant l'avis de millions de travailleurs.

Une preuve, s'il en était besoin, que le gouvernement est féroce anti-ouvrier. Macron, ses ministres et ses députés sont, pour la plupart, étrangers au milieu ouvrier, mais ils ont des yeux et des oreilles et voient les difficultés et les attentes du monde du travail. Ils ont les chiffres des tendinites, des lombalgies, des accidents du travail et des burn out et de ceux qui meurent quelques mois après avoir pris leur retraite.

Ils savent aussi que le patronat pousse

hors des entreprises les travailleurs anciens qui, en général, coûtent plus cher et sont moins corvéables que les plus jeunes. Ils savent enfin combien de travailleurs et de retraités recourent à l'aide alimentaire pour se nourrir, combien sont mal logés, combien ne peuvent pas se chauffer. Eh bien, ils s'en moquent.

Réduire au maximum la part de richesses qui revient aux classes populaires pour augmenter celle de la bourgeoisie est la feuille de route de tous les gouvernements, quels que soient le pays et l'étiquette politique.

Grâce à leur action collective, les travailleurs ont commencé à construire un rapport de force face au gouvernement et au grand patronat

Beaucoup réapprennent à s'exprimer et à agir collectivement. Des liens de solidarité et de confiance se sont construits et nombre de travailleurs se sentent plus légitimes que jamais pour revendiquer.

Rien que prendre l'habitude de discuter entre nous de tous les problèmes qui se posent, salaires, horaires, conditions de travail, transport... est une avancée précieuse pour notre camp et un danger pour le patronat.

Alors, faisons en sorte que cette agitation continue et se généralise à toutes les entreprises pour réussir à peser sur le patronat et le gouvernement de toutes nos forces, c'est-à-dire par la grève.

Macron espère sans doute que l'adoption de la loi, sonnera la fin de la mobilisation et le retour au calme dans les entreprises. Il dépend de chacun d'entre nous qu'il en soit autrement.

Le monde du travail est vaste. Il a de la ressource et un carburant inépuisable : celui de la colère.

Continuons de l'exprimer !

**De l'argent !
pas pour les actionnaires,
pas pour les militaires,
pas pour la guerre !
Pour les
retraites,
pour les
salaires**

**lutte
ouvrière**

Intervention lors du débat d'orientation budgétaire au conseil municipal : « la solution ne peut venir que de la mobilisation des travailleurs »

« La situation empire pour les classes populaires.

À Chaumont, les Restos du cœur ont enregistré 20% d'augmentation du nombre de bénéficiaires lors de leur dernière campagne. L'augmentation des prix, surtout de l'énergie et de l'alimentaire, constitue un véritable racket qui plonge chaque travailleur dans l'incertitude.

Les seuls à profiter de cette situation sont les actionnaires des grands groupes, qui voient leurs dividendes exploser. Des groupes comme Stellantis, TotalEnergies ou CMA-CGM affichent des profits records : 64 milliards à eux trois !

Quant à l'État, il continue de faire les poches aux classes populaires pour financer les intérêts de la grande bourgeoisie. Le lendemain de l'annonce de l'attaque contre nos retraites, il annonçait programmer 100 milliards de dépenses pour l'armée, pour nous préparer à la guerre.

Une guerre où, comme d'habitude, les industriels et les banquiers verront leurs profits exploser tandis que les travailleurs seront menés à l'abattoir.

L'argent ainsi dépensé manque déjà aujourd'hui dans tous les domaines.

Dans l'éducation, où on continue à fermer des classes, ou dans la santé, où on refuse d'embaucher à hauteur des besoins et d'augmenter les salaires des soignants et des métiers du médico-social.

Des projets de construction risquent de ne servir qu'à financer les géants du BTP et mettre un peu plus la santé sous la coupe des financiers.

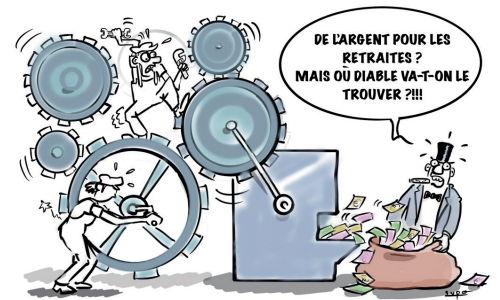
La solution ne peut venir que de la mobilisation des travailleurs pour défendre leurs intérêts, en montrant par la grève que leur travail est indispensable.

Cela a commencé par les retraites. J'espère que ce mouvement continuera, prendra encore de l'ampleur et que la

grève se généralisera, jusqu'à ce que les travailleurs imposent leurs revendications et arrachent à la grande bourgeoisie et ses serviteurs comme Macron la direction d'une société qu'ils mènent dans le mur.

Et dans l'immédiat, j'espère que nous serons nombreux à rejoindre la manifestation qui aura lieu demain samedi 11 mars à 10h30 devant l'Hôtel de Ville. »

Vendredi 10 mars 2023



Au conseil d'agglomération : « Augmentez les salaires ! »

Comme au conseil municipal le vendredi, la séance du mardi 14 mars était principalement consacrée au rapport d'orientation budgétaire.

Le maire d'Ageville est intervenu pour dénoncer la fermeture de l'école du village. Voici les interventions de notre camarade :

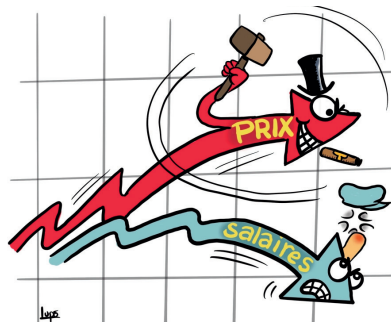
« À propos de la situation générale, je me suis déjà exprimé au conseil municipal de Chaumont où j'ai dénoncé la politique de l'État qui appauvrit les classes populaires pour financer la bourgeoisie.

Les fermetures de classes sont un aspect de cette politique, et le mépris et l'hypocrisie relevés par le maire d'Ageville sont subis au quotidien par les agents de l'éducation nationale. Je partage évidemment sa colère.

Je voudrais relever par ailleurs deux points du rapport : le premier concerne l'objectif affiché de limiter, pour 2023, l'augmentation de la masse salariale à 2,5 %. L'inflation officielle sur les prix à la consommation est de 15 % et pour l'alimentation, on est plus proches des 25 %, et je ne parle même pas de l'énergie. Alors limiter à 2,5 % revient en réalité à baisser les salaires des agents de l'agglomération. Deuxième point : vous annoncez anticiper l'augmentation des cotisations retraite si la réforme passe... Eh bien c'est encore une raison de plus de réaffirmer mon opposition à cette réforme et je serai bien sûr de ceux, je l'espère nombreux, qui feront encore grève demain et qui se retrouveront à 17h devant l'Hôtel de Ville. »

À propos de la subvention au CIAS, une question :

« Comment la somme de 900 000 €



a-t-elle été décidée ?

Je pose la question parce qu'il a été annoncé, au sein du CIAS, que c'était comme ça, qu'il fallait faire avec, et que cette somme n'était pas assez importante pour éviter d'augmenter la participation des résidents de 2,5 % alors que cette hausse contribue à grever le pouvoir d'achat de retraités dont les pensions sont très loin d'être revalorisées au niveau de l'inflation réelle. »

À propos du rapport sur l'égalité femmes-hommes :

« À la lecture de votre rapport, il apparaît que les principaux facteurs d'inégalité salariale entre femmes et hommes sont les heures supplémentaires, majoritairement faites par des hommes, et les temps partiels et congés parentaux, majoritairement pris par des femmes.

La conclusion qui s'impose est que pour toutes et tous, il faut augmenter les salaires, baisser le temps de travail et

embaucher à hauteur des besoins. Avec un salaire permettant de bien vivre et du temps libre, ces facteurs d'inégalité s'estomperaient bien plus facilement. »

Par ailleurs, notre camarade a voté contre toutes les hausses de tarifs liés à l'augmentation des tarifs de l'énergie, car ces hausses sont inacceptables et relèvent d'un racket des multinationales du secteur.

Faillites bancaires : à qui le tour ?

Après la faillite de la banque californienne SVB, Bruno Le Maire déclarait : « Je ne vois pas de risque de contagion en Europe ».

Douze heures plus tard, le Crédit Suisse, 2e banque du pays, était menacé de faillite tandis que les actions de la BNP et de la Société Générale s'effondraient.

Les ministres, chefs d'État ou présidents des banques centrales essayent de faire croire qu'ils maîtrisent l'économie mais ils sont incapables de contrôler et d'anticiper quoi que ce soit.

La seule réponse des autorités est de jeter des centaines de milliards dans le système financier pour rassurer les marchés.

Pour cela, les milliards existent !